

ESPERANCE

Epiphanie

"L'Esprit du Seigneur est sur moi
car il m'a donné l'onction; il m'a
envoyé porter la Bonne Nouvelle
aux pauvres, panser les cœurs
meurtris, annoncer aux captifs la
libération et aux prisonniers la
délivrance, proclamer une année
de grâce de la part du Seigneur."
Isaïe 61, 1-2

La Lettre de la Communauté de l'Epiphanie et de la Croix

association privée de fidèles reconnue

Dis-moi quel est ton Dieu : Je te dirai quelle civilisation tu veux bâtir !

(3/3)

N° 40 DECEMBRE 2005

ESPERANCE - EPIPHANIE: Dans les deux dernières lettres, tu nous as, d'une part, fait un résumé rapide sur les rapports effectués par l'ONU, sous la responsabilité d'une vingtaine de personnalités du monde arabe, concernant le développement humain dans le monde arabe. D'autre part, dans la lettre n° 40, tu soulignais le rôle important, pour ne pas dire essentiel, que la religion avait sur la régression ou le développement de la société. J'ai envie de dire : face à ce constat que pouvons-nous faire ?

Guy : Il est impossible, en quelques lignes, de pouvoir répondre à cette question, d'une part parce qu'il existe différents niveaux d'action : un niveau international, un niveau national et donc plus spécifique, ou même un niveau individuel. D'autre part, comme nous l'avons vu, l'islam déborde le cadre purement arabe, le monde arabe ne représente que 20% des musulmans. Il faut également s'entendre sur ce que l'on entend par développement humain et dégager quelques critères qui permettent un développement culturel et humain. Sans dresser une liste exhaustive, on pourrait citer une dizaine de points qui contribueraient à ce développement. L'accès au savoir, l'éducation (que ce soit dans la famille, l'école...), l'éducation à la démocratie, à la responsabilité, à l'ouverture culturelle sont, bien entendu, des passages clés. Mais on peut citer : la diffusion de la connaissance, la liberté d'association, la liberté du choix d'une référence philosophique ou religieuse, l'égalité devant la loi de l'homme et de la femme, la libre circulation de l'information, des livres religieux, l'arrêt de la censure littéraire,

artistique, scientifique et religieuse...Qui ne serait pas d'accord avec ces points ?

Posez la question à tous les gouvernements des pays arabes concernés et ils vous diront que c'est la politique qu'ils mènent. Je n'ai pas de raison pour douter de leur bonne foi, mais j'ai des certitudes quantitatives pour ne pas les croire. Une société peut se développer quand son mode d'organisation de la "cité", permet aux individus qui la composent, une libre expression, un choix de vie et une aspiration de liberté individuelle qui se déploie dans l'apprentissage des limites et du bien commun. De même, une société se développera quand la religion qui la soutient, ou l'idéologie qui l'anime, sait dépasser son "corps", c'est à dire son implication dans le temps et l'histoire, pour conserver son "âme", c'est à dire une proposition de sens. Les Amish, cette communauté chrétienne du 19e siècle surtout présente aux Etats-Unis, a arrêté l'histoire à cette époque. Le développement et le changement ont été perçus comme un danger pour la cohésion, la doctrine du groupe. Quelque part ils ont raison car, par exemple, la voiture, qui chez eux est interdite (la voiture à cheval restant leur moyen essentiel de locomotion), introduit du danger, de la pollution, de l'ouverture de l'autonomie, de l'indépendance, de la liberté ! Le système d'organisation de leur communauté n'est pas "totalitaire" à ce que je sache, mais leur développement humain se sclérose jusqu'à la disparition inéluctable du groupe. Je peux comprendre et respecter ce choix de vie, même si je ne l'approuve pas, par contre, si ce groupe avait une prétention universaliste, il serait dangereux, d'autant

plus si, devenant puissant et majoritaire, il punirait de mort ses membres qui voudraient changer de religion. On serait là dans un régime sectaire. L'islam est une secte qui a réussi. Sans pouvoir totalement bloquer le développement humain des sociétés dans lesquelles il s'est implanté, il contribue à le freiner. Comment la petite secte de Médine a su éviter l'asphyxie et la mort ? En se nourrissant de l'apport culturel d'autres sociétés. Comme un prédateur, l'islam a eu l'intelligence d'islamiser des sociétés fragilisées à cause de facteurs politique ou religieux et ainsi rebondir pour éviter la spirale de "l'enfermement". L'Empire Omeyyades s'est nourri de l'Empire Byzantin, l'Empire Abbassides de l'Empire Perse. La "libanisation" de l'Europe, à laquelle on assiste aujourd'hui, n'est-elle pas une première étape dans ce processus d'islamisation ? Un bon nombre de musulmans a l'honnêteté de le reconnaître ouvertement. Régulièrement, au sein de la communauté musulmane et en dehors d'elle, se pose la question : l'islam est-il compatible avec la démocratie ? La notion de laïcité est-elle compatible dans un pays à majorité musulmane ? Nous avons une vision linéaire de l'histoire politique et nous pensons que cette évolution s'adapte aux pays musulmans en voie de développement. Nous pensons qu'avec l'émergence d'une économie de marché, le développement du niveau de vie, de la scolarité, de l'augmentation générale de l'instruction et l'apparition d'une classe moyenne, la notion de laïcité et de démocratie s'imposera avec le temps. C'est ce que pensent certains en invitant la Turquie à entrer dans l'Europe. Ce grand pays serait ainsi consolidé dans son travail de démocratie, servant de modèle à des pays à majorité musulmane. Pour ma part, je crois que c'est une stratégie dangereuse basée sur le fait que l'on met sur le même mode de fonctionnement le développement de sociétés à référence islamique et chrétienne. La notion de laïcité, acceptable chez les juifs de la diaspora et chez les chrétiens, est antinomique avec l'islam, comme l'est la notion de démocratie, mécanisme permettant aux pays, qui essaient de l'appliquer, d'adapter leurs lois à la lumière de l'expérience acquise. Prisonnières de leurs textes sacrés, les nations islamiques n'ont pas cette ressource. Lorsque les élites des pays musulmans veulent s'adapter aux modalités économiques modernes, comme les prêtres à intérêts par exemple, ils sont obligés de faire des contorsions pour contourner la loi islamique sans en avoir l'air. Cela ne marche pas forcément. En islam, l'évolution n'est pas linéaire mais cyclique. Lorsque Bourguiba a voulu

permettre aux travailleurs de se nourrir à midi pendant le Ramadan, il a mis cela sur le compte de la "Djihad", la guerre sainte, en prétendant que c'était une mesure nécessaire au redressement de la patrie. Les gardiens de l'orthodoxie n'ont rien voulu savoir et Bourguiba a fait machine arrière. D'une manière générale, toute modernisation apparaît vite, dans un pays musulman, comme devant passer par une déislamisation qui sera considérée comme une trahison par les fidèles de la religion. Ainsi le développement et l'évolution, au lieu de garder une trajectoire linéaire avec une pente positive, se trouvent infléchis par les forces centripètes de l'idéologie islamique. L'évolution est cyclique. Pour contrer cela, la force politique est nécessaire. C'est pourquoi les leaders, qui se sont sentis assez forts pour le faire, comme Attakurk ou Pahlavi, se considèrent obligés d'imposer la modernisation par la violence. Mais ces réformes sont fragiles car constamment menacées par les fondamentalistes. On a vu ce qu'il en est advenu en Iran. Quelle naïveté de vouloir introduire la démocratie par des divisions armées, comme en Irak ! Mais également, quelle naïveté de la part de notre intelligentsia politique et religieuse européenne de vouloir nous faire croire qu'il existe un "bon islam", celui qui s'adapterait à la modernité, séparerait le temporel de l'intemporel, évoluerait vers une mystique; et puis le "mauvais islam", celui de l'intégrisme. On ne peut pas dire qu'il existe une démarcation radicale entre islam et intégrisme. L'intégrisme ne fait jamais que s'appuyer sur des textes. Selon la doctrine musulmane, l'homme n'a pas le pouvoir de légiférer; pour les croyants de l'islam, il n'existe qu'une seule loi : la loi de Dieu. Ou bien on l'impose par la force ou bien on compose avec jusqu'à ce qu'elle s'impose par la force. Ibn Warraq montre, au chapitre V de son livre, que l'islamisation de toute l'activité humaine conduit à une réduction de la pensée, à un étouffement du développement et du progrès. "Expliquer toute chose par Dieu, cela revient à couper court à toute question, à réprimer toute curiosité intellectuelle, à étouffer tout progrès scientifique. On n'est guère avancé en disant que la merveilleuse variété et l'impressionnante complexité des organismes vivants sont un miracle. C'est encore moins une explication scientifique... Seul un scientifique en proie à un sentiment d'émerveillement sent que l'extraordinaire complexité a besoin d'être expliquée. En formulant des hypothèses qui seront testées, il essaiera de démystifier les mystères de l'univers". Il existe un Dieu qui invite sa créature à participer à sa création dans l'émerveillement et l'adoration et un Dieu qui

s'attache à vérifier si ce que fait sa créature est licite ou illicite.

EE : Mais, finalement, que faire ?

Guy : Au risque de vous surprendre, je dirais que le travail le plus urgent est théologique et philosophique. Nous avons le devoir d'éclairer nos contemporains, que ce soit au niveau personnel ou collectif. La pire des attitudes pour le développement humain et le "vivre ensemble" est la peur et le mensonge, et cela est vrai pour les musulmans et pour les chrétiens, pour le monde arabe et pour les européens. Il me semble que deux attitudes sont nécessaires, apparemment contradictoires et pourtant complémentaires : amour et vérité au niveau spirituel, ouverture et fermeté au niveau politique.

Il est nécessaire d'éviter à tous niveaux les enfermements, les cloisonnements, les communautarismes qui isolent les individus et les nations. Au sein de ces cloisonnements une fausse ouverture existe qui, derrière le masque de la modernité, cache le voile du sectarisme et de la pensée unique. L'Arabie Séoudite est un pays ultra moderne, dont les médias, les bâtiments et les réalisations peuvent rivaliser avec les plus grandes capitales européennes, dont l'intelligentsia est composée par des diplômés des plus prestigieuses universités américaines, mais qui cache également un régime féodal et un islam wahabite des plus sectaires. Prenons également un pays comme le Maroc, plus proche de nous. Une libre circulation des populations existe entre l'Europe et le Maroc, les charters de touristes d'un côté et les populations des citées de l'autre, apportant chacun une manne économique. Mais les touristes européens en mal de soleil et d'exotisme, qui s'émerveillent avec raison des beautés de Fès ou de Marrakech, ont-ils conscience que derrière la façade se cache l'oppression. Si j'en crois les statistiques non officielles, près de 20% des marocains se disent non musulmans mais subissent, comme me le disait l'un d'eux, l'oppression du Ramadan qui est telle que la population frustrée va jusqu'à tuer un "malade psychiatrique" mangeant au souk devant ses frères. Qui, parmi ces touristes, sait que la royauté du Maroc est antérieure à celle du royaume de France, dont les rois de part et d'autre étaient de droit divin ou commandeur des croyants ? Ce royaume n'a pas pris une ride après des siècles. Le développement politique de ce pays est resté figé alors que son développement économique et social est réel. Un royaume où il est interdit d'avoir une autre religion

que celle de l'islam, où nationalité rime avec islam. L'ouverture est assurée par le principe de la charte nationale qui stipule que chacun a la liberté de conscience mais, dans le même temps, impose que l'on ne peut être de nationalité marocaine si on n'est pas (naît) musulman. Régulièrement des chrétiens sont enfermés pour leur foi et récemment une famille a reçu un blâme, après un procès, car elle ne voulait plus être musulmane. Le principe de l'ouverture-fermeté peut également s'appliquer à l'Europe à propos de l'entrée ou non de la Turquie dans cette Europe. Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde diplomatique, pense que refuser l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne relève du phantasme d'une menace islamique, à la fois interne et externe. "L'islam, la République et le monde" Fayard. Je crois, au contraire, que son analyse, et avec lui celle de ceux qui prônent l'entrée de la Turquie, relève d'un "prosélytisme laïc" qui consiste à dire : nous avons une longue tradition laïque et démocratique, des valeurs reposant sur les droits de l'homme, invitons à notre table "l'orientaliste de service" pour l'aider à se démocratiser afin de montrer au monde musulman qu'il est possible d'être laïc, "moderne" et musulman. Si la Turquie, grand pays charnière entre l'Europe et l'Asie, a à jouer un rôle, ce n'est certainement pas en lui donnant celui du "musulman de service" car cela renforcera sa dynamique identitaire islamique auprès de l'Union Européenne et surtout de l'UMA (communauté musulmane transnationale pris aux sens religieux, politique et social). Il est préférable que l'Union Européenne l'aide, dans un partenariat privilégié, à construire une Union Moyen-orientale dans laquelle elle jouera un rôle moteur et de leadership d'ouverture et de développement démocratique auprès de pays voisins moins avancés en ce domaine. Là où le principe d'ouverture-fermeté (vérité) n'est pas appliqué c'est bien l'Union Européenne actuelle, qui prétend faire de la laïcité et de la démocratie une "religion" au dessus des religions ! En refusant la vérité historique de reconnaître, dans le préambule de la constitution, les racines chrétienne de l'Europe et en méprisant du même coup les peuples à majorité chrétienne qui la constituent, un certain nombre d'hommes politiques ont révélé que pour eux, leurs racines sont "nietzschéennes". Or, je ne crois pas en l'avenir de l'Europe des politiciens "nietzschéens"; je crois en l'Europe des martyrs et des saints. Tant que les responsables politiques, médiatiques et intellectuels européens n'auront pas réglé leur problème avec le christianisme, ils mettront en danger la démocratie.

Face à l'islam, ils ne feront pas le poids. Seul le christianisme peut faire le poids, mais ayant quitté, avec raison, la sphère directement politique, il ne reste à l'Eglise que deux alternatives : d'une part, le développement d'une théologie sur l'islam et, d'autre part, une pastorale de la "ré-évangélisation de l'Europe". L'Eglise ne se remet pas de sa confrontation historique avec l'islam. Elle cherche de nouvelles voies mais ne pourra pas indéfiniment repousser la question : "qu'est ce que l'islam qui prétend se situer dans la filiation des révélations, dans l'économie du salut? Vatican II a parlé des musulmans mais pas de l'islam. Comment mettre en place une pastorale si elle ne s'appuie pas sur une théologie basée, non sur une idéologie mais sur un travail scientifique ? En gros, on nous invite à être gentils avec les musulmans, polis, ouverts, respectueux, dialoguants...C'est la base même de toute attitude chrétienne authentique ! Un peu de courage, allons plus loin ! D'autre part, la mutation de l'Eglise en Europe invite à un changement de pastorale, une pastorale de "réévangélisation de l'Europe". La foi chrétienne doit sortir de sa sphère privée pour promouvoir non pas le christianisme de conquête mais la radieuse expérience chrétienne. Ce n'est pas encore gagné quand je vois que l'excellente initiative du Cardinal Barbarin à Lyon de distribuer par les chrétiens 300 000 nouveaux testaments non comme un prospectus mais en promouvant des rencontres, partages, dialogues, a été taxé par certains membres de l'Eglise de prosélytisme! Enfin, les choses bougent !

E.E. : Justement à ce propos s'est tenu à Lyon un colloque sur le thème : "Le courage d'un humanisme de paix" organisé par la Cté San Egidio. Que penses-tu d'une telle initiative ?

Guy : Elle est excellente, même si ces rencontres sont plus symboliques qu'autre chose. On ne peut pas aller très loin, compte tenu de la durée. Par contre, le signe d'espérance le plus significatif pour moi ne fut pas que plusieurs religions soient présentes mais que l'état laïc soit fortement impliqué dans cet événement, et ce, quelles que soient les appartenances politiques. Il est vrai que le côté pluri-religieux les mettait à l'aise, même si l'initiative est chrétienne. On a bien trouvé un "barbu laïc" pour attaquer cette inadmissible implication financière de la ville de Lyon dans cette manifestation éminemment religieuse". Là encore, les choses bougent, et je peux témoigner que les pouvoirs civils, dans leur ensemble, sont bienveillants, voire encourageants, parfois plus que

certaines membres de l'Eglise, pour des initiatives d'évangélisation portées, par exemple, par la communauté.

EE : Et que faire quand on voit le problème récurrent des banlieues qui pose cette fois la question du développement humain des populations à forte densité d'émigrés ?

Guy : Là encore la question est complexe et il serait totalement réducteur et simpliste de l'envisager sur le seul angle de la concentration, dans les cités, des gens les plus en difficulté, ou de même origine ethnique ou religieuse. On touche là à la question plus large de l'intégration et à la question des flux migratoires. Le contrôle de ces flux est une nécessité et il est bien préférable d'aider les pays d'origine à se développer aux niveaux économique, social et politique, plutôt que de voir cette forme de "colonisation" de l'Europe. J'ai peur que si les pouvoirs politiques ne limitent et ne contrôlent plus ces flux, on risque d'assister dans les années à venir, si l'intégration pour certaine origine ne se fait pas, à des "guerres d'indépendances inversées". Les populations émigrées en seront les premières victimes, alors qu'il est déjà difficile pour elles de s'adapter, de s'intégrer, plusieurs générations étant souvent nécessaires. Parmi ces populations, il est certain que celles en provenance des pays arabes ne se sont pas, ou pas très bien, intégrées dans la société européenne, ceci étant du pour une part à l'islam. Il faut le redire, l'islam ne favorise pas ce travail d'intégration dans une culture ou une nation non islamique. Beaucoup de musulmans cherchent à s'intégrer mais la religion islamique favorise-t-elle l'intégration quand, par exemple, elle revendique comme "terre musulmane", donc soumise au droit musulman, tout lieu de prière, mosquée, mersada ? Accuser systématiquement les pouvoirs publics, les institutions, de ne rien faire, de ne pas être à la hauteur, est faux et injuste. Bien sûr ils ont leur part de responsabilité mais les communautés immigrées également et surtout les pays dont ces communautés sont issues, qui sont des contre-exemples du développement humain, de l'apprentissage de la vie démocratique et civique, en bref, de la liberté. Que les jeunes de ces ghettos soient des victimes ne fait aucun doute, et loin des discours, des médias tapageurs et des idéologies de tous genres, ils ont besoin, en face d'eux, de personnes qui les écoutent et qui les invitent à sortir de la spirale de l'échec. Que les pouvoirs civils financent des associations chrétiennes et ils verront que des fleurs peuvent pousser au milieu du désert ! Les mairies et

communes ne doivent pas favoriser, dans les grandes métropoles, la "colonisation" de quartier en "petit Alger", petite "kasbah", qui sont autant de freins à l'intégration et d'accélérateurs de désordre lorsque l'idéologie religieuse, politique, s'en mêle ainsi que l'esprit de bande, pour ne pas dire de "petit banditisme". La communauté musulmane, dans son ensemble, doit également faire un vrai travail de responsabilité et d'intégration que, malheureusement, le retour à la religion de ces populations déboussolées, ne favorise pas. Revendiquer le port du voile, la séparation filles-garçons dans les activités scolaires, bref une série de pratiques musulmanes d'un autre temps contribue à l'exclusion. Cette communauté doit être aidée, en priorité, dans le travail d'éducation, et cela commence dès le début dans la famille. En effet, dès le plus jeune âge, est cultivée la supériorité du garçon sur la fille, ségrégation entretenue par un discours religieux reposant sur le texte sacré du Coran. Le garçon devient le caïd sur ses sœurs avant de devenir le caïd de sa cage d'escalier. Et s'il a quelques aptitudes, les facteurs extérieurs l'aidant, il deviendra le caïd du quartier. Au lieu d'envoyer les jeunes générations d'instituteurs, fraîchement débarquées de l'IUFM, dans ces postes vacants dont personne ne veut, se faire casser pour 1000 euros par mois, réservons ces postes à des hommes, instituteurs expérimentés, en doublant voire en triplant leur salaire, en leur donnant les moyens humains et des méthodes pédagogiques non formatées par l'éducation nationale ! De même, ayons des autorités musulmanes qui aient le courage de proposer des lectures coraniques non identitaires. Le travail de prévention est prioritaire mais la gestion des "crises installées" exige la fermeté. La répression est parfois indispensable, mais la prison n'est pas forcément la solution. Elles sont encombrées, soit dit en passant, par une majorité de gens de "culture musulmane", souvent délaissés par leur communauté qui les considère comme déshonorant la "famille", "l'UMA", et laissés pour compte. Pour certains, le travail d'intérêt général, avec un encadrement et une discipline, hors cités, leur serait plus bénéfique qu'une prison délabrée. Trop de jeunes, pour ne pas dire d'adultes, sont marginalisés jusque dans les boîtes de nuit, car on a peur d'eux.

Le développement humain de ces populations passe par l'apprentissage de la langue française, de sa culture et de ses richesses. Ne profiter que d'une manne économique, bien maigre il est vrai mais parfois incomparablement plus décente que dans leur pays d'origine, exige un effort d'ouverture de

ces communautés. Elles ont des droits mais aussi des devoirs. Dans certains quartiers, les habitants écoutent la TV ou radio en arabe, vont à la mosquée où on parle arabe, vont à l'épicerie où on parle arabe, bref, le territoire d'exclusion est en marche. C'est ce que j'appelle la colonisation inversée. Je me souviens bien, lorsque j'étais en Algérie, de ces territoires d'exclusion à Arzew, sur la zone pétrolière, appelés les "cités européennes et américaines". Personne sous la "loi de la cité" ne pouvait pénétrer ! Heureusement ces cités, qui ne faisaient pas partie de la société qui les accueillait, n'avaient qu'une vie très limitée, celle de la durée des chantiers.

Il est difficile, en peu de temps, d'aborder toutes ces questions du développement humain dans les pays arabes à majorité musulmane et dans nos pays européens à forte proportion de population arabe et musulmane. Le dialogue reste indispensable même si les résultats ne sont pas encore au rendez-vous. Le chrétien est le sel de la terre. Quand il perd sa saveur on le sale avec le Saint-Esprit qui redonne aux chrétiens foi, espérance et charité. Alors tout prend de la valeur et se développe harmonieusement.

Guy STREMSDOERFER

« J'ai porté dix ans le voile. C'était le voile ou la mort. Je sais de quoi je parle ».

« Imposer le voile à une mineure, c'est au sens strict, abuser d'elle, disposer de son corps, le définir comme un objet sexuel destiné aux hommes...Ce n'est pas au nom de la laïcité qu'il faut interdire le port du voile aux mineures, à l'école ou ailleurs, c'est au nom des droits de l'homme, et au nom de la protection des mineures ».

Chahdortt DJAVANN. « *Bas les voiles !* », Gallimard 2003

"Nous pouvons aussi nous demander comment une loi, dont les premiers principes furent établis il y a plus d'un millénaire, et dont la substance n'a pas évolué depuis, pourrait encore être d'actualité au XX^e siècle.

La Charia ne reflète que les conditions sociales et économiques des premiers abbassides et on l'a conservée sans tenir compte des développements ultérieurs de la société... aussi longtemps que nous penserons que le Coran est éternellement vrai et qu'il apporte une réponse à tous les problèmes du monde moderne, il n'y aura aucun progrès, les principes contenus dans le Coran sont antithétiques[^]) au progrès moral."

Ibn WARRAQ « Pourquoi je ne suis pas musulman »
Ch 6, Editions L'Age de l'homme, Lausanne, Suisse.

Ce livre a été dédié à la mémoire d'Hitoshi Igarashi, traducteur japonais des "Versets Sataniques", poignardé le 11.07.1991 à l'Université de Tsukuba.

(*) remplis d'antithèses.